

Rapport 30 – Rapport cadre pour l’action internationale
départementale 2022-2027
**Intervention de Monsieur Nicolas BESCOND pour le groupe « Val-
de-Marne en commun – PCF et Citoyen.nes »**

Monsieur le Président,

Mes cher.es collègues,

A la lecture de ce rapport cadre pour l’action internationale départementale 2022-2027, une question, pourtant essentielle, se pose :

Quid des grands enjeux d’actualité ?

- La Paix
- L’autodétermination des peuples

Les guerres qui sévissent sur notre continent et à ses frontières ont notamment pour objet l’accapuration de ressources en particulier énergétiques et de minerais. La compétition internationale sans merci que suppose la globalisation capitaliste entraîne une surexploitation des femmes et des hommes de la planète. Aussi notre département est marqué par son engagement mêlé à celui de ces habitantes et habitants et ses collectivités territoriales.

Le département du Val-de-Marne se doit de s’engager dans une action de plaidoyer aux côtés des ONG, organisations internationales et en particulier en direction des Etats, ou grande entreprises à commencer par celles qui sont actives sur notre territoire.

Nous vous appelons donc à réaffirmer tout l’engagement de notre assemblée pour lier notre voix à toutes celles porteuses de paix et d’autodétermination pour les peuples. C’est ce que nous avons fait avec justesse pour dénoncer le martyr des ukrainiens sous le feu des forces d’invasion russes. C’est ce que nous devons continuer à faire pour dénoncer l’accapuration des terres palestiniennes par la colonisation israélienne ou encore l’occupation du Sahara Occidental par le Royaume du Maroc.

Aussi une telle orientation conduirait notre département à apprécier de façon critique l'invitation faite par le gouvernement à ce que les collectivités territoriales s'engagent dans l'aide au développement.

S'agit-il d'une nouvelle division du travail via laquelle l'Etat fait peser sur les collectivités territoriales ses engagements en matière de coopération décentralisée tout en se désengageant simultanément de leur financement ? S'agit-il de s'offrir à bon compte un supplément d'âme alors que l'action de la France est encore trop souvent guidée par des rapports néocoloniaux et mercantiles en particulier en matière de ventes d'armes ?

C'est à cette prise de conscience que nous vous appelons pour qu'avec toutes les Val-de-Marnaises et tous les Val-de-Marnais nous engagions une action efficace à la hauteur des défis de notre temps. Occulter ces réalités reviendrait à nier l'urgence de paix, l'urgence d'un développement solidaire entre les peuples, l'urgence d'une action efficace contre les causes du dérèglement climatique.

Aussi vous nous proposez un rapport qui s'apprécie autant pour les ambitions qu'il affirme que pour les manques qui le caractérisent.

Au regard des axes d'intervention que vous réaffirmez, dans la continuité qu'ils indiquent avec des principes qui ont guidé notre intervention au cours des précédents mandats, il est incompréhensible que les partenariats avec les 3 villes palestiniennes Tulkarem, Qalqilya et Jénine ne soient pas réaffirmés. Alors qu'un rapport récent d'Amnesty Internationale conclue à la réalité d'un politique d'apartheid sur les territoires palestiniens rien n'indique que notre engagement aux côtés des populations soient appelé à s'achever. Au contraire.

Enfin, vous esquissez de nouvelles approches. Tout d'abord celle d'un appel à projet. Soit, mais quels principes le guideront ? Tiendrez-vous compte de l'impératif élargissement de votre appréciation des enjeux internationaux pour

ne pas que nos actions de solidarités ne se limite à des actions de bonne conscience.

Nous vous prions aussi de nous préciser ce que signifient les « partenariats internationaux avec des territoires ayant un potentiel de développement élevé » mentionnés à la fin du rapport ?

A lecture de ce dernier axe d'intervention, nous sommes inquiets de voir émerger une conception utilitariste de l'action de solidarité et de coopération internationale de notre collectivité visant à répondre aux objectifs de votre majorité notamment en matière d'insertion professionnelle et d'emploi.